



Harmonisation du Baccalauréat dans les États membres de l'UEMOA : Atelier de renforcement des capacités

mercredi 12 février 2020, par [OB](#)

Organisé par le département du développement humain de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), l'atelier national de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans l'initiative d'harmonisation du baccalauréat dans les États membres de l'union se tient du lundi 10 au vendredi 14 février à Cotonou. Au lancement des travaux, Eléonore Yayi Ladékan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a réaffirmé la volonté gouvernement béninois d'accompagner cette initiative.

En prélude à l'harmonisation du baccalauréat dans les États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) en 2024, et au Baccalauréat blanc régional en 2022, les acteurs de l'éducation prennent part du lundi 10 au vendredi 14 février à un atelier national de renforcement des capacités à Cotonou.

Alphonse da Silva, directeur de l'Office du Baccalauréat et point focal de l'initiative, s'est réjoui de la mobilisation de tous les acteurs autour de ces assises consacrées à l'évaluation du processus.

Saluant les autorités béninoises pour avoir accepté la tenue de cet atelier, Komlan Agbo, représentant résident de l'Uemoa au Bénin, a, au nom du président de la Commission de l'institution, a fait observer que « Cela dénote de l'engagement du gouvernement à cheminer avec la Commission de l'Uemoa dans l'initiative devant aboutir à l'harmonisation du baccalauréat dans l'espace communautaire ». Selon lui, cet atelier va permettre aux acteurs notamment aux enseignants de s'imprégner du processus afin de constituer des relais auprès de leurs pairs. Il s'agira de partager les expériences acquises et d'aborder les diligences en vue du prochain Bac blanc régional. A l'occasion, il a réitéré l'engagement de l'Union à accompagner les États dans leurs ambitions de doter l'espace d'un bac unique. « Cette réforme vise à faire du Bac un examen répondant aux standards internationaux en matière d'évaluation des compétences des élèves des classes terminales », a-t-il expliqué.

Eléonore Yayi Ladékan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a exprimé sa reconnaissance au président de la République Patrice Talon qui travaille, depuis trois ans, à l'éradication de la mauvaise gouvernance dans le secteur de l'éducation. Elle a rappelé le vœu du chef de l'Etat d'instaurer un nouveau management dans le secteur de l'éducation à travers l'installation du Conseil national de l'Education. A l'en croire, pendant cinq jours, les acteurs auront à faire le point de l'avancement du processus d'harmonisation du Bac, des démarches à faire et à formuler des propositions sur le plan national pour l'atteinte des objectifs fixés par l'Uemoa. « Un des défis majeurs reste l'effectivité de la libre circulation des enseignants et la mobilité des apprenants dans l'espace communautaire pour favoriser l'émergence d'une éducation de qualité », a-t-elle dit.

www.lanationbenin.info